

## **L'approche alternative d'Amartya Sen : Réponse à Emmanuelle Bénicourt**

Nicolas Farvaque et Ingrid Robeyns  
11 Avril 2005

*NB : A la suite d'une erreur malencontreuse, la revue L'Economie Politique a publié une version préliminaire de notre article. La version finale, disponible ici en ligne, est celle qui aurait dû être publiée.*

Dans un récent numéro de *L'Economie Politique*, Emmanuelle Bénicourt (2004) offre une critique fracassante des travaux d'Amartya Sen, et plus spécifiquement de son « approche par la capacité » (*capability approach*). Ce texte est soutenu par des arguments souvent peu satisfaisants, et l'irritation de l'auteur prend essentiellement une tournure *ad hominem*. Bénicourt avance sept critiques de l'approche par la capacité : (1) il n'existerait aucune critique des thèses de Sen ; (2) cette approche est difficile à comprendre ; (3) le cadre théorique de l'approche de Sen ne diffère en rien de la théorie dominante (ou néoclassique) en économie ; (4) l'approche est multidimensionnelle, ce qui conduit à une « impasse » pour la réflexion éthique ; (5) les applications concrètes effectuées par Sen n'ont aucun lien avec son système théorique ; (6) Sen n'a « pas grand-chose » à dire sur les questions d'économie politique ; enfin (7) l'approche de Sen manque d'originalité.

Nous soutenons que ces sept points sont majoritairement erronés. En montrant par ailleurs que cette ambition critique ignore les réponses déjà faites à une précédente argumentation dans des textes parus en anglais (Bénicourt 2002, 2003), et qu'elle repose sur une vision manichéenne ou dualiste d'une science économique soit dominante, soit hétérodoxe, nous suggérons au final que la démarche d'Emmanuelle Bénicourt ne parvient pas à adhérer aux standards minimaux d'une recherche hétérodoxe décente.

### **1. Il n'existerait pas de critiques des thèses de Sen**

Bénicourt commence son article en posant qu' « *il n'existe pratiquement aucune critique des thèses qu'il [Sen] avance* », parce que ce dernier fait « *consensus* » (p. 72). Ce mauvais départ révèle une faible connaissance de la littérature sur les travaux de Sen. Nussbaum (1988: 176; 2003) a critiqué Sen pour ne pas avoir établi une liste précise des « capacités ». Sugden (1993) et Roemer (1996: 191-192) ont mis en doute la possibilité d'agrèger dans un indice unique les multiples capacités. Cohen (1993) a critiqué les concepts de « fonctionnements » et de « capacité ». Srinivasan (1994) parle de « réinvention de la roue ». Qizilbash (1997) met en doute la capacité de l'approche à aborder les inégalités hommes-femmes. Dworkin (2000) critique les ambiguïtés de la théorie des capacités. Navarro (2000) reproche à Sen son absence d'analyse des relations de pouvoir entre les organisations internationales et les pays en développement. Pogge (2002) défend les biens premiers rawlsiens contre les capacités. Cette liste incomplète serait encore bien plus longue si l'on mentionnait les différents textes ayant poursuivi le débat avec ces auteurs. Ce ne sont donc pas les critiques qui manquent. Mais voyons celle de Bénicourt.

## 2. L'approche « par les capacités » est difficile à comprendre

Une difficulté majeure avec l'approche de Sen serait qu'elle est « *passablement obscur[e]* » (p. 74) : « *les concepts centraux de sa théorie (...) confèrent peut-être à Sen une certaine aura de savant, mais rendent la lecture et la compréhension de ses écrits particulièrement ardues* » (p. 72). A tout le moins, on reconnaîtra que la traduction en français des principaux concepts de l'approche est peu évidente, mais on ne peut pas dire que « *la difficulté principale* » tient au vocabulaire employé (p. 72). Le mot anglais « *capability* » est généralement traduit par le néologisme « *capabilité* », ou par souci de simplicité par « *capacité* ». Le second terme principal, « *functioning* », devient lui « *fonctionnement* ». Si l'on comprend bien le sens de ces termes chez Sen, une solution à portée de main est de parler de « *réalisations* », de « *résultats* » ou d'« *accomplissements* » quand on s'intéresse aux « *fonctionnements* », et de « *liberté réelle* » pour signifier « *capabilité* ». Le problème de vocabulaire ne se pose plus.

Ces concepts ne sont pas nés avec Sen, comme il le répète lui-même. Les concepts de « *capabilité* » et de « *fonctionnements* » prennent racine dans l'économie classique et dans la philosophie antique (en particulier chez Marx et Aristote, voir Basu & López-Calva, 2005 : §1). De toute façon, l'apparente étrangeté d'un concept n'a jamais empêché personne d'en faire usage. Résumons brièvement les principaux aspects de l'approche par les capacités. Selon celle-ci, l'élaboration des institutions et des politiques sociales, ainsi que l'évaluation du bien-être, de l'inégalité, de la pauvreté et de la justice sociale, devraient se baser sur l'étendue des « *capabilités* » des personnes, c'est-à-dire l'étendue de leur liberté réelle d'accomplir certains « *fonctionnements* ». Ces fonctionnements sont les choses qu'elles parviennent à réaliser, par exemple lire, écrire, avoir un travail, être politiquement actif, être respecté des autres, être en bonne santé physique et mentale, avoir reçu une bonne éducation et une bonne formation, être en sécurité, avoir un toit, faire partie d'une communauté, etc. Pour le dire autrement, une *capabilité* est un *fonctionnement* potentiel ou réalisable, et l'ensemble des fonctionnements particuliers que quelqu'un a la possibilité réelle de réaliser représente son « *ensemble-capabilité* », ou sa « *capabilité* » tout court, c'est-à-dire sa liberté réelle.

Dans ce cadre théorique, les ressources, biens et services, ou les droits formels accordés par les institutions sont à analyser au regard des réalisations que la personne peut accomplir grâce à eux. Les personnes n'ont pas toutes la même capacité de *convertir* un bien, par exemple une aide sociale, ou un droit formel, comme le droit à l'éducation supérieure, en réalisations (comme « *être inséré professionnellement* » ou « *avoir une qualification reconnue* »). C'est pour cette raison que Sen propose de quitter la base informationnelle des biens, des ressources et des droits formels pour passer à une base plus complexe mais plus riche, qui considère en premier lieu les opportunités réelles des individus. Ces opportunités diffèrent d'une personne à l'autre, quand bien même les ressources sont identiques, en raison de plusieurs types de facteurs de conversion : des facteurs *personnels* de conversion (p. ex., le métabolisme, la condition physique, le sexe, l'aptitude intellectuelle, etc.), des facteurs *sociaux* de conversion (p. ex., les politiques publiques, les normes sociales ou religieuses, les pratiques discriminatoires, l'existence de rôles sexués, les hiérarchies sociétales, les relations de pouvoir, etc.) et des facteurs *environnementaux* de conversion (p. ex., l'influence du climat ou de la géographie). On voit que le schéma de Sen ne se limite pas aux seules contraintes provenant du système de prix ou du budget. Il inclut dès le départ les structures de contraintes, les conventions en vigueur, les normes sociales, les idéologies dominantes, etc., pouvant toutes rétrécir l'espace des possibles des personnes, et généralement négligées de l'analyse économique. Ce schéma considère alors les ressources comme des « *inputs* » et ne leur

accorde qu'une valeur instrumentale ; le véritable objet de l'évaluation, ce sont les réalisations que la personne peut choisir d'accomplir.

Cette reprise des concepts de Sen nous semble assez claire. Selon nous, ni le vocabulaire ni les concepts ne posent de véritables problèmes. Peut-être leur « *profondeur* » alors ? Ou alors la « *popularité* » de l'auteur ? On passe en effet à un autre registre d'argumentation quand Bénicourt affirme : « *Mais la popularité en résulte peut-être (chacun pensant que c'est profond, même sans trop rien y comprendre...)* » (p. 74). Les critiques *ad hominem* ne se limitent dès lors plus à la seule personne de Sen, et interrogent même les capacités intellectuelles des lecteurs. « *En fait* (sic), va-t-elle jusqu'à affirmer en conclusion, *rare sont ceux qui vont au bout de ses livres, pour une raison fort simple : ils sont incompréhensibles pour le non-initié* » (p. 84). Faut-il réellement s'attarder sur un argument aussi pauvre ? En tout cas, tout ceci nous en apprend plus sur les antipathies de Bénicourt que sur l'approche de Sen.

### **3. Sen est un économiste « mainstream », et l'approche par les capacités est une théorie néoclassique**

La troisième critique que distille Bénicourt dans son brûlot est la suivante : « *En fait* (re-sic), *la démarche de Sen ne se démarque en rien, dans le fond, de celle de la théorie dominante en économie (qu'on l'appelle micro-économique ou néoclassique) : on suppose des individus faisant un libre choix (de « fonctionnement » plutôt que de marchandises), en subissant une contrainte (la « capacité » au lieu du revenu)* » (p. 74).

Notons pour commencer que la microéconomie néoclassique repose sur un certain nombre d'hypothèses – maximisation de l'utilité, absence de prise en compte des droits, rationalité individuelle – contre lesquelles Sen a apporté des arguments décisifs et reconnus (Sen, 1977, 1997). Emmanuelle Bénicourt étaye néanmoins trois arguments pour démontrer que Sen est bel et bien « *mainstream* », « *orthodoxe* », ou encore « *néoclassique* ». Son premier argument est contenu dans la citation précédente : fonctionnement et capacité remplacent respectivement les biens consommés et la contrainte de revenu des économistes standards. C'est une erreur de compréhension plutôt gênante. Sen fonde son modèle sur une démarcation énorme entre liberté réelle et liberté formelle. La contrainte de revenu dans la microéconomie néoclassique indique bien un degré de liberté, mais qui est réduite aux éléments de prix et de revenus. Par contraste, les éléments de contraintes sont bien plus importants chez Sen, comme on l'a vu plus haut. L'étendue des fonctionnements réalisables (la capacité) ne se limite pas à l'activité de consommation de biens et services ; cet espace des possibles dépend bien sûr des ressources possédées (en disant que les ressources comptent, Sen est certainement « *orthodoxe* » en effet), mais aussi et surtout des facteurs de conversion, affectant la capacité réelle de faire des choix et de mener son cours de vie. La microéconomie néoclassique suppose souvent une égale capacité de jouissance des biens et ressources possédés. La perspective de Sen ne part pas d'une telle fiction d'égalité et interroge l'inégalité des opportunités réelles des personnes. Regarder les « capacités » réelles des personnes, c'est également porter l'attention sur leurs « incapacités » réelles. Ces libertés et ces privations de libertés sont très diverses dans la vraie vie, ce que la pluralité interne à la théorie de Sen (pluralité des fonctionnements réalisables ou réalisés, pluralité des facteurs positifs ou négatifs de conversion) reconnaît bien plus que la microéconomie standard, comme l'ont montré Kuklys et Robeyns (2004).

Passons au second argument. Pour Bénicourt, Sen « *ne cache pas (...) qu'il cherche à s'inscrire dans le cadre du modèle de référence de la théorie néoclassique* » de Arrow et Debreu (p. 75). Sen écrit que l'on peut transposer le résultat d'optimalité d'Arrow-Debreu depuis l'espace des utilités vers l'espace des capacités. Elle conclut immédiatement que « *ce qu'il est essentiel de relever, c'est que Sen reprend complètement, et sans réserve, la démarche d'Arrow et Debreu. Il est donc, comme il l'a lui-même affirmé lors d'une conférence de l'OFCE à Paris, un économiste "mainstream"* » (p. 75).

Cette conclusion pose problème pour deux raisons. En premier lieu, il ne découle pas du fait que Sen endosse le théorème d'Arrow-Debreu qu'il soit, en conséquence, pleinement et exclusivement engagé dans le paradigme dans lequel ont travaillé ces deux théoriciens. Déduire du fait qu'un auteur réfléchit aux conséquences ou aux conditions d'application d'un résultat dans un paradigme particulier qu'il appartient lui-même à ce paradigme est un raisonnement pour le moins fallacieux. Ou alors si on applique cette logique, Sen est également un économiste marxiste, un économiste classique et un économiste féministe, puisqu'il utilise également les écrits de Marx (sur le fétichisme de la marchandise, Sen 1985 : 28 ; sur l'idée de libération, Sen, 2000a : 67-8 ; sur l'influence des classes sociales sur les possibilités de conversion, Sen 2000a : 171-5, etc.), Smith, Mary Wollestonecraft et Simone de Beauvoir dans sa propre réflexion (Sen 2003 : 321-322).

En second lieu, Bénicourt semble penser que l'on ne peut appartenir qu'à un paradigme, et à un seul. Les identités hybrides ne semblent pas être possibles, ni même les tentatives d'ouverture ou de controverse (ce qui revient à adopter une position arc-boutée ou autiste, ce que nous trouvons très étonnant de la part de l'auteur). Bénicourt a en fait une vision très simpliste de l'économie : soit l'on est « *orthodoxe* » (et endosser un argument proposé par un auteur « *mainstream* » suffit pour être fiché à jamais comme tel), soit l'on est « *hétérodoxe* ». En tout cas il est interdit d'avoir une identité un peu plus complexe ! Cette position est d'autant plus ironique que Sen (1999) a lui-même écrit sur le sujet, arguant contre les interprétations rigides de l'identité individuelle, et privilégiant une conceptualisation englobante et hybride. Si Sen n'a pas manqué d'utiliser des outils standards, sa critique récurrente des hypothèses néoclassiques, son souci d'ouverture et son soutien sans ambages apportés aux économistes hétérodoxes et aux méthodologies non-standards (Robeyns 2002b) montrent le manque de subtilité de la critique de Bénicourt. On peut reconnaître que la référence au modèle Arrow-Debreu n'est pas toujours heureuse dans son ouvrage *Un nouveau modèle économique*, mais la tentative de confrontation entre la base informationnelle des capacités et celle des utilités, qui sous-tend ce modèle, est cohérente avec le projet théorique de Sen. Il qualifie à d'autres endroits de simplistes les hypothèses de ce modèle et les critique (Sen, 2000b : 124-6), et privilégie une approche plus institutionnelle et empirique. Son travail sur l'Inde (et la Chine) parle ainsi des relations entre Etat et marché sans jamais faire référence au cadre Arrow-Debreu (Drèze et Sen, 1995).

Le troisième argument utilisé pour montrer l'obédience mainstream de Sen a l'avantage de la simplicité. Sen aurait en effet dit en public (voir la précédente citation) qu'il se considérait lui-même comme un économiste « *mainstream* ». Faire état d'une telle confession comme argument décisif reste cependant très insatisfaisant selon nous (et Bénicourt a beau jeu de ne pas rappeler la question qui était alors posée à Sen et qui a suscité cette réponse).

Les trois arguments employés par Bénicourt supposés montrer que l'approche de la capacité « *ne se démarque en rien* » de l'approche orthodoxe nous paraissent donc contestables. Mais un argument subsiste. Après tout, que montrent les études empiriques ? Les nombreux travaux

empiriques se réclamant de l'approche de Sen montrent des différences significatives avec l'économie standard : problématique différente, méthodologie pluridisciplinaire, cadre théorique enrichi, etc. Parmi eux, on peut citer le travail de terrain de Sabina Alkire (2002) au Pakistan, qui a montré la différence entre une évaluation standard « coûts-bénéfices » d'un programme local de développement, centrée sur le changement de la situation matérielle et financière des bénéficiaires (et sur cela seulement), et une méthode d'évaluation socioéconomique cherchant à évaluer l'élargissement des libertés réelles. Tania Burchardt (2002) a développé une méthode originale pour mesurer les capacités individuelles d'être en emploi, et non les fonctionnements accomplis : la liberté réelle de travailler, et non le fait d'être ou non en emploi. La méthode de Burchardt enrichit les débats sur l'emploi et le non-emploi en ne partant pas d'une présomption de rationalité maximisatrice des individus, mais de la réalité de leurs libertés réelles. En appliquant la méthode à des données de panel pour la Grande-Bretagne, on peut montrer que la mesure officielle du chômage ne parvient pas à pointer les différentiels importants de capacité, en particulier pour les femmes. Farvaque et Oliveau (2004) se sont également inspirés du cadre d'analyse de Sen pour interpréter l'insertion socio-professionnelle des jeunes sans se limiter à une classique évaluation des gains salariaux. Les quelques exemples empiriques cités ci-dessus, et il y en a d'autres (voir Robeyns 2002b, Farvaque 2003), montrent que la perspective des capacités offre une réelle alternative avec les canons de la pratique économique. La démarche critique de Bénicourt s'entête à poser la mauvaise question — Sen est-il un économiste néoclassique ? — au lieu de la bonne : que nous apporte sa grille de lecture ? Nous la posons donc à sa place.

#### **4. L'approche par les capacités est multidimensionnelle, ce qui conduit à une « impasse » pour la réflexion éthique**

Pour Bénicourt (p. 77), le fait que l'approche par les capacités de Sen soit intrinsèquement pluraliste ou « *multicritères* » conduit à une « *impasse* » pour « *le philosophe* » ou « *l'homme d'action* », et plus généralement pour la réflexion éthique. Si la santé, l'éducation, les relations sociales, le logement, l'emploi, et de nombreux autres fonctionnements, sont importants, comment peut-on savoir qui sont les personnes les moins bien loties, ou comment le gouvernement doit dépenser prioritairement son argent ? La « *multiplicité des critères éthiques* » est certainement problématique, et c'est pour cela qu'elle « *est rejetée par tous les grands philosophes, utilitaristes ou non* » pour la « *raison très simple [qu'] elle ne permet pas de trancher* » (p. 77).

D'abord il n'est pas vrai que « *tous les grands philosophes* » ont rejeté les théories pluralistes. Près de nous, Rawls (1971), propose de faire des comparaisons interindividuelles au moyen du concept multidimensionnel des « biens premiers sociaux ». Ensuite, en effet, il peut être intéressant d'agréger les différents fonctionnements dans un indice unique, si on veut utiliser l'approche par les capacités pour parfaitement classer les états individuels, ou pour évaluer les impacts marginaux des dépenses publiques. Cependant, pour certaines applications précises ou l'analyse descriptive de l'inégalité et de la pauvreté, on peut obtenir des résultats intéressants en passant outre ce souci de l'agrégation, tout en se situant dans l'espace d'évaluation proposé par Sen (Chiappero-Martinetti 2000, Robeyns 2002a, 2003, Vero 2003, Bérenger et Verdier-Chouchane, 2004, entre autres). Sen n'a jamais prétendu que son approche était une théorie complète, et on peut voir dans cette incomplétude un argument pragmatique pour que la question de l'évaluation ne soit pas confisquée dans les mains de quelques experts, mais soit également confiée au débat public (Sen 2004, Farvaque, 2005, cf. le texte de Bonvin, dans ce même numéro). Les conséquences pratiques sont loin d'être

triviales, si l'on considère par exemple les débats sur l'évaluation des chômeurs, et l'imposition de valeurs ou les rapports de pouvoir que peut prendre une évaluation uniquement confiée aux experts de la mesure (cf. le texte de Salais dans ce numéro). En sus d'ignorer la vaste littérature sur la pauvreté multidimensionnelle et l'évaluation des inégalités, la réflexion évacue les arguments théoriques, empiriques et pragmatiques en faveur de la multidimensionnalité de l'information. On ne dit pas que tout cela est facile, mais que l'on peut au moins essayer de réfléchir sérieusement au potentiel analytique et critique du recours à l'« *espace* » d'évaluation proposé par Sen, recours qui peut se faire sans subsumer cet espace à une valeur unique et ultime.

## **5. Les applications faites par Sen n'ont aucun lien avec son système théorique**

Une cinquième critique est que les études empiriques faites par Sen lui-même « *n'ont pas de lien direct avec son système théorique* » (p. 79). Sen n'utilise rien d'autre que des indicateurs usuels d'espérance de vie, de taux de mortalité infantile ou d'alphabétisation, etc. (p. 79), et se passe donc, paradoxalement, de tout son « *fatras* » théorique (p. 80).

Notons pour commencer que Sen est d'abord et avant tout un théoricien. Excepté son travail avec Jean Drèze (Drèze et Sen 1995), qui est bien plus sophistiqué que Bénicourt ne l'insinue, il est vrai que le travail empirique proposé en annexe de son *Commodities and Capabilities* – celui que mentionne Bénicourt – se limite à un simple « *propos illustratif* » (Sen, 1985 : 73). Sen s'adresse aux chercheurs et praticiens plus enclins au travail statistique et économétrique, et ne fait qu'indiquer des pistes de recherche possibles. Regardons donc ce que d'autres personnes que Sen ont pu faire depuis vingt ans, car tout ce « *fatras* » a conduit à des pistes intéressantes, dont certaines ont déjà été citées. Ces recherches font une utilisation bien plus complexe qu'elle ne le laisse entendre de l'information et des indicateurs économiques et sociaux. Rappelons que l'approche par les capacités part d'une réflexion sur le statut de l'information utilisée dans les évaluations sociales : décrire les personnes en utilisant telle ou telle donnée, c'est faire des choix (Sen, 1989). Retenir une base d'information n'est donc pas neutre. L'approche des capacités offre ainsi un cadre normatif pertinent pour utiliser les données empiriques ou interpréter l'utilisation scientifique et politique qui en est faite (sur ce dernier point, voir Salais dans ce numéro). De plus, les indicateurs « *usuels* » ont bien un « *lien* » avec un système théorique dépassant l'évaluation des revenus et basé sur les libertés réelles des personnes, et ceux cités par Bénicourt sont loin d'être les seuls utilisés dans la vaste littérature qui a émergé à la suite de Sen. De façon plus large, l'apparente banalité qu'elle voit dans le recours à ces indicateurs usuels d'éducation ou de santé ne traduit-elle pas un changement de paradigme dans l'étude du développement, que les travaux de Sen ont contribué à instaurer (De Boissieu et al., 2004 : 72) ?

## **6. Sen n'élabore aucune économie politique de l'Etat**

La sixième plainte est que « *curieusement, Sen n'aborde pratiquement jamais la question de la politique économique de l'Etat* », et « *s'en tient au discours, usuel chez les économistes du courant dominant, sur les 'défaillances de marché' – et aux 'corrections' nécessaires pour alors 'rétablir l'efficacité'* » (p. 80). De plus, Sen ne donne pas de recette pour réduire les inégalités et combattre la pauvreté. Si l'on suit Bénicourt, le discours des organisations internationales, les arguments de tous les manuels de microéconomie, et l'approche de Sen ne font qu'un : tous plaident « *l'intervention minimale de l'Etat (au nom de l'efficacité)* » (p. 83),

et demandent à l'Etat de mettre « *en place des structures 'saines et solides', sur la base desquelles le marché s'épanouit. Sen ne formule évidemment pas les choses ainsi, mais l'idée est la même, du moins (...) il ne l'a jamais critiquée publiquement et clairement* » (p. 82). Admettons tout d'abord qu'il est facile de reprocher à quelqu'un ce qu'il n'a pas dit et de critiquer dans le même temps ce que l'on dit à sa place... Sen répond d'ailleurs à ce genre de reproches (quant à sa supposée absence de position sur la mondialisation, les réformes, le marché, etc.) dans un entretien récent (Wallace, 2004). Sur le fond, Sen montre bien que l'« épanouissement » du marché, comme l'écrit Bénicourt, n'est nullement une fin en soi. Le mécanisme de marché va souvent de pair, insiste-t-il, avec des inégalités et injustices importantes quand on retient une base informationnelle standard (en termes d'accès aux marchandises), et encore plus prononcées si l'on s'intéresse aux libertés réelles des personnes (ce que ne fait pas l'économie orthodoxe) (Sen, 1993 : 536). Sen souligne par ailleurs le caractère purement « révolutionnaire » de l'idée (en général fondée sur une interprétation idéologique du « second théorème fondamental de l'économie du bien-être », ce qui nous renvoie au paradigme Arrow-Debreu dans lequel Sen se situerait) selon laquelle il « *suffirait* » à l'Etat de « *déclencher le mécanisme de marché* » (Bénicourt, p. 81, 83) : il faudrait pour cela modifier radicalement la distribution initiale des ressources et entreprendre une totale réallocation des droits de propriété hérités de l'histoire (Sen, 1993 : 521). L'argumentation de Sen est donc bien plus complexe et critique que Bénicourt ne le laisse entendre.

Par ailleurs, en ce qui concerne l'économie politique de l'Etat, un lecteur attentif de Sen peut facilement trouver de nombreux éléments allant dans le sens d'une perspective institutionnaliste. Recourrant à sa stratégie favorite de ne citer que quelques extraits justifiant son courroux, Bénicourt peint de façon complètement viciée un portrait de Sen en admirateur béat du mécanisme de marché. A ce jeu de la citation, on peut trouver sans difficulté d'autres matériaux bien moins conclusifs et définitifs, où Sen plaide en faveur des « *fonctions positives* » du gouvernement (comme la fourniture d'une « *éducation publique* », de « *services de santé* », de « *droits à une assurance-chômage* » et à des « *revenus d'assistance* », de « *droits sociaux* » permettant de « *sécuriser* » la personne — Sen, 1984 : 516 ; Drèze et Sen, 1995 : 26), supplie que l'on sorte du débat « *pour ou contre* » le marché, et réclame « *une perspective plus large* » (Drèze et Sen, *ibid.* ; Sen in Wallace, 2004), c'est-à-dire une perspective évaluant l'impact des institutions marchandes *et* non-marchandes sur les libertés substantielles des personnes. Le marché est une institution parmi d'autres, et les libertés attachées au marché ont une valeur avant tout instrumentale (Sen, 2000b : 48 et s.) ; la finalité de l'action publique, ce sont les libertés réelles des personnes de mener la vie qu'elles souhaitent mener. Loin des parti pris stériles « *pour ou contre* » le marché, le cadre de Sen permet de creuser les relations entre les mécanismes marchands, la responsabilité sociale des entreprises et les droits sociaux des travailleurs (Browne et al., 2005), ou encore les relations entre les politiques de « *re-marchandisation* » à l'œuvre en Europe aujourd'hui, l'action des institutions sur le marché du travail et la liberté réelle qu'ont les travailleurs ou les chômeurs de faire entendre leur voix dans les processus décisionnels, au niveau de l'entreprise ou de la mise en œuvre des politiques sociales (Bonvin et Farvaque, 2005). Comme le conclut l'article peu complaisant de Ben Fine (2001: 12), un économiste avec un solide bagage en économie politique, la théorie de Sen peut fournir de nombreuses armes (mais certainement pas toutes) pour les batailles intellectuelles qui attendent les hétérodoxes, notamment un langage et des idées à « *prolonger de façon critique* ». C'est une autre façon de lire Sen, que nous trouvons beaucoup plus intéressante.

## **7. Le travail de Sen n'est pas original**

Au final, et à la différence de ce que prétend Bénicourt, il y a une « *originalité* » qui n'est pas insignifiante dans l'utilisation de l'approche des capacités. Reprenons le cas de l'étude des politiques sociales. N'y a-t-il donc « *strictement rien d'original* » (pp. 81, 83) à poser la question de la liberté réelle, des structures inégales de contraintes, des « *injustices patentes* » (Sen, 2000b : 286), de l'absence de choix pour certains chômeurs ou pour les personnes forcées à prendre des emplois-« poubelle », etc. ? Comme on l'a dit plus haut, par opposition à l'économie standard et sa fascination pour le non-emploi volontaire, ses trappes à inactivité et ses incitations bien calibrées en vue de retourner en emploi, que modèle l'hypothèse de rationalité, l'approche des capacités déplace la focale vers les possibilités réelles des personnes dans un univers de contraintes, et ne réduit pas le rapport à l'emploi ou les relations sociales à une problématique de calcul. Par les temps qui courent, c'est original.

## 8. Pour un débat sérieux

Nous sommes très demandeurs de débats sur les limites de l'approche par les capacités et d'instauration de véritables controverses. Ces débats et controverses sont nécessaires dans la mesure où personne ne prétend que l'approche de Sen soit la panacée à tous les problèmes ou même soit en mesure d'être appliquée à une grande gamme de phénomènes économiques et sociaux. Il faut néanmoins se résoudre à engager des débats sur une base sérieuse et de qualité. Ce n'est que par la tenue d'un débat constructif que nous serons en mesure de dégager les limites et les possibilités de l'alternative proposée par Sen.

## Bibliographie

- Alkire, S. 2002. *Valuing Freedoms. Sen's capability approach and poverty reduction*, New York: Oxford University Press.
- Basu, K. et F. López-Calva. 2005. « Functionings and capabilities », in K. Arrow, A. Sen and K. Suzumura (eds.) *Handbook of Social Choice and Welfare, Vol. 2*, Amsterdam: North Holland, chapitre 22.
- Bénicourt, E. 2002. « Is Amartya Sen a post-autistic economist? », *Post-Autistic Economics Review*, 15, article 4.
- Bénicourt, E. 2003. « Amartya Sen Again », *Post-Autistics Economics Review*, 24, article 5.
- Bénicourt, E. 2004. « Contre Amartya Sen », *L'Economie Politique*, 23: 72-84.
- Bérenger, V. et A. Verdier-Chouchane. 2004. « Evolution du niveau et de la qualité de vie dans la zone euro-méditerranéenne : une analyse multidimensionnelle de la pauvreté », *Economie appliquée*, LVII, n° 4, décembre.
- Bonvin, J.-M. et N. Farvaque. 2005. « Promoting Capability for Work. The Role of Local Actors », in S. Deneulin, M. Nabel, N. Sagovsky (eds.). *Capability and Justice. Towards Structural Transformation*, La Haye: Kluwer Academic Press, à paraître.
- Browne, J., S. Deakin et F. Wilkinson. 2005. « Capabilities, social rights and European market integration », in R. Salais et R. Villeneuve (eds.), *Europe and the Politics of Capabilities*, Cambridge University Press, 205-221.
- Burchardt, T. 2002. « Constraint and Opportunity: Women's Employment in Britain », papier présenté à la conférence « Promoting women's capabilities », Cambridge, 9-10 September.
- Chiappero Martinetti, E. 2000. « A Multidimensional Assessment of Well-Being Based on Sen's Functionings Approach », *Rivista Internazionale di Scienze Sociali*, no. 2.

- Cohen, G. A. 1993. « Equality of What? On welfare, goods and capabilities », in: M. Nussbaum and A. Sen (eds.), *The Quality of Life*, Oxford: Clarendon Press, 9-29.
- De Boissieu, C., P. Jacquet, L. Jauniaux et J. Sgard. 2004, « Amartya Sen, la pauvreté comme absence de capacité », *Projet*, 280, 72-78.
- Drèze, J. et A. Sen. 1995, *India: Economic development and social opportunity*, Oxford: Oxford University Press.
- Dworkin, R. 2000. *Sovereign Virtue*. Harvard: Harvard University Press.
- Farvaque, N. 2003. « Les tentatives d'opérationnalisation de l'approche par les capacités et la place de l'évaluateur », *document de travail IDHE*, série « RIC », n° 03/07, Ecole Normale Supérieure de Cachan.
- Farvaque, N. 2005. « Bases d'information et conventions d'évaluation dans l'approche par les capacités de Sen », in F. Eymard-Duverney et O. Favereau (eds.), *Conventions et Institutions, approfondissements théoriques et contributions au débat politique*, Paris : La Découverte, à paraître.
- Farvaque, N. et J.-B. Oliveau. 2004. « L'insertion des jeunes peu diplômés dans l'emploi : opportunités de choix et contraintes. L'approche par les capacités d'Amartya Sen comme grille de lecture des trajectoires d'insertion », *document de travail IDHE*, série « RIC », n° 04.11, Ecole Normale Supérieure de Cachan.
- Fine, B. 2001. « Amartya Sen: A Partial and Personal Appreciation », London, SOAS: CDPR Discussion Paper 1601.
- Kuklys, W. et I. Robeyns. 2004. « Sen's capability approach to welfare economics », *Cambridge Working Paper in Economics* 0415.
- Navarro, V. 2000. « Development and quality of life: a critique of Amartya Sen's *Development as freedom* », *International Journal of Health Services*, 30(4) :661-74.
- Nussbaum, M. 1988. « Nature, Functioning and Capability. Aristotle on Political Distribution », *Oxford Studies in Ancient Philosophy, Suppl. Volume*, 145-184.
- Nussbaum, M. 2003. « Capabilities as fundamental entitlements: Sen and social justice », *Feminist Economics*, 9 (2-3): 33-59.
- Pogge, T. 2002. « Can the capability approach be justified? », *Philosophical Topics*, 30(2): 167-228.
- Qizilbash, M. 1997. « A weakness of the capability approach with respect to gender justice », *Journal of International Development*, 9(2): 251-262.
- Rawls, J. 1971. *A Theory of Justice*. Cambridge, MA: Harvard University Press.
- Robeyns, I. 2002a. *Gender Inequality: A Capability Perspective*. PhD-dissertation, Cambridge University.
- Robeyns, I. 2002b « In Defence of Amartya Sen », *Post-Autistic Economics Review*, 17, article 5.
- Robeyns, I. 2003. « Sen's capability approach and gender inequality: Selecting relevant capabilities », *Feminist Economics*, 9(2-3) : 61-92.
- Roemer, J. 1996. *Theories of Justice*. Harvard: Harvard University Press.
- Sen, A. 1977. « Rational fools: a critique of the behavioral foundations of economic theory », *Philosophy & Public Affairs*, 6: 317-344.
- Sen, A. 1984, « Development: Which Way Now? », in *Resources, Values and Development*, Oxford: Blackwell, 485-508.
- Sen, A. 1985. *Commodities and Capabilities*. Amsterdam: North Holland.
- Sen, A. 1989. « Economic Methodology: Heterogeneity and Relevance », *Social Research*, 56 (2), 299-329.
- Sen, A. 1993. « Markets and Freedoms: Achievements and Limitations of the Market Mechanism in Promoting Individual Freedoms », *Oxford Economic Papers*, 45(4): 519-541.

- Sen, A. 1997. « Maximisation and the Act of Choice », *Econometrica*, 65(4): 745-779.
- Sen, A. 1999. *Reason Before Identity*. Oxford : Oxford University Press.
- Sen, A. 2000a, *Repenser l'inégalité*, Paris : Seuil.
- Sen, A. 2000b, *Un nouveau modèle économique*, Paris : Odile Jacob.
- Sen, A. 2003. « Continuing the conversation », *Feminist Economics*, 9(2-3) : 319-332.
- Sen, A. 2004. « Capabilities, Lists, and Public Reason », *Feminist Economics*, 10(3) : 77-80.
- Srinivasan, T. 1994. « Human Development: A new paradigm or reinvention of the wheel? », *American Economic Review, P&P*, 84(2): 238-243.
- Sugden, R. 1993. « Welfare, resources and capabilities: a review of inequality re-examined by Amartya Sen », *Journal of Economic Literature*, XXXVI: 1947-1962.
- Vero, J. 2003. « Justice sociale et pauvreté : une confrontation empirique des approches inspirées des théories de Sen, Rawls et Fleurbaey », in C. Euzéby et al., *Mondialisation et régulation sociale*, t. 1, Paris : L'Harmattan, 207-222.
- Wallace, L. 2004. « La liberté, source de progrès », entretien avec A. Sen, *Finances et développement*, septembre, 4-7, partiellement repris in « Sen répond aux idées reçues » *Problèmes économiques*, n° 2868, février 2005.